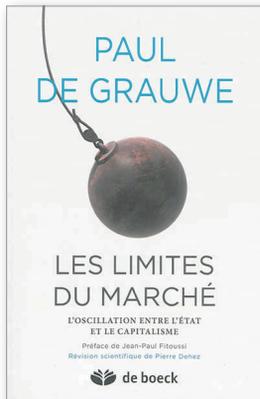


Sommaire des notes de lecture

- 1. Les limites du marché : l'oscillation entre l'État et le capitalisme**
de Paul de Grauwe
- 2. Un nouveau monde économique : mesurer le bien-être et la soutenabilité au xxie siècle**
d'Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux
- 3. Histoire du management**
coord. par Anne Pezet et Pierre Labardin
- 4. Le Shadow Banking**
sous la dir. de Constantin Mellios et Jean-Jacques Pluchart

> Ouvrages



Les limites du marché : l'oscillation entre l'État et le capitalisme

Paul de Grauwe

De Boeck Supérieur, 2015, 24,50 €
ISBN : 978-2-8041-9040-8

Note de lecture
de Frédéric Larchevêque

Ce n'est pas si fréquent : voici un livre d'économie que l'on lit d'une traite, puis que l'on relit, puis que l'on conseille à d'autres pour engager ensuite une discussion plus informée sur les problèmes de notre temps. Paul de Grauwe est un économiste reconnu dont on peut lire les chroniques inspirées pour Telos ou Alterecoplus. Ce livre repose sur deux convictions très fortes de l'auteur : d'abord, les agents économiques ne sont pas mus par leurs seuls intérêts. Cette idée, si prégnante depuis la parabole du boucher de Smith, est tout simplement fautive. Il faut compter également avec les facteurs intrinsèques et non monétaires de motivation. Ensuite, il ne sert à rien d'opposer l'État et le marché, car nous vivons dans une économie de marché régulée. Tel un mouvement pendulaire, l'histoire économique du capitalisme repose pourtant sur cette opposition « totalement dépassée » : tantôt l'État s'élève contre le marché, puis le marché contre l'État. Or, aucune de ces deux positions n'est tenable. Un système totalement étatisé de l'économie est inefficace et conduit à un appauvrissement de tous. Quant au système pur de marché, non seulement il n'existe nulle part, mais son fonctionnement se cantonne à n'assurer que le bien-être de quelques-uns. Comment sortir de cette alternance stérile ? Contre les appels à la restauration du marché ou au retour de l'État, il conviendrait d'admettre enfin que nous vivons dans des économies mixtes et de poser la seule question qui vaille vraiment : comment combiner concrètement les nécessaires forces du marché avec l'intervention correctrice de l'État ?

De façon limpide et avec un rare esprit de synthèse, l'auteur résume ce que nous savons des limites respectives du marché et de l'État. Car il s'avère beaucoup plus difficile que ne le postulait Smith de faire se concilier l'exercice des libertés individuelles et l'intérêt collectif. Paul de Grauwe nous emmène donc à la découverte des failles internes et externes du marché. Le système des prix est incapable de gérer les externalités dans deux domaines majeurs : l'environnement et le financement de l'économie. Le marché

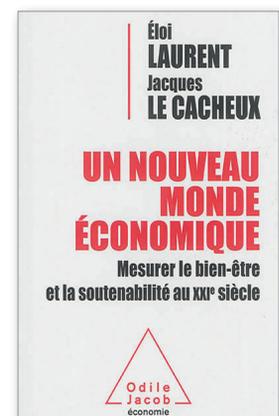
n'est, en effet, capable ni d'assurer une gestion optimale des ressources environnementales, ni d'assurer la stabilité des marchés financiers. Laissés à eux-mêmes, les marchés peuvent même nous conduire à des crises catastrophiques. Le système de marché se heurte également à de puissantes limites internes qui tiennent au fait que nos comportements ne correspondent pas à la démarche rationalisée de l'action humaine adoptée par le courant néoclassique. Nous sommes autant attachés à la réussite individuelle qu'au plaisir d'avoir pu coopérer à la réussite d'un projet collectif. Si une augmentation de salaire peut faire plaisir, elle est loin d'être le seul facteur de la motivation humaine, et peut même l'étouffer. Enfin, notre bonheur individuel est largement dépendant du niveau de satisfaction d'autrui. Enfin, bien peu d'entre nous se satisfont des inégalités, de la pauvreté, car cela heurte notre besoin de justice. Nous sommes nombreux à considérer avec Paul de Grauwe qu'une répartition inéquitable des revenus, l'étouffement des facteurs de motivation intrinsèque et la victoire de la seule concurrence sur la coopération conduisent au « désenchantement ». Lisez ce livre, car comme l'écrit Jean-Paul Fitoussi en préface, « il y a beaucoup à apprendre » de ces analyses de la crise de l'euro, des inégalités ou encore de la crise écologique.

Un nouveau monde économique : mesurer le bien-être et la soutenabilité au XXI^e siècle

Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux

Odile Jacob, 2015, 22,90 €
ISBN : 978-2-7381-3290-1

Note de lecture
de Frédéric Larchevêque



« La croissance économique doit-elle rester un objectif fondamental des États ? » : cette question a été posée aux étudiants de la voie ECT au concours Éricome des écoles de commerce. Ils ont donc eu tout loisir de discuter de la pertinence qu'il y a à inférer de la progression plus ou moins rapide du produit intérieur brut, le succès ou l'échec d'une politique économique. C'est tout le sujet de ce livre publié quelques jours après l'épreuve. Au fond, comme nous l'expliquent avec brio les auteurs, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, tout se passe comme si nos gouvernants continuaient à piloter nos sociétés complexes en se fiant à un seul indicateur de performance, celui du taux de croissance du PIB.

On comprend donc pourquoi la reprise économique est accueillie par la Commission européenne comme une bonne nouvelle en soi. Mais la difficulté est bien là, cette confiance placée dans le PIB pour évaluer le bien-être de la société et de ses habitants n'est plus justifiée. La réalité, c'est que l'Europe est aujourd'hui en crise profonde, précisément parce qu'elle est pilotée par deux indicateurs seulement, le PIB et le déficit public, ratio mesuré en pourcentage du PIB, encore lui. Pire, le PIB prive les citoyens de la possibilité de se faire une idée exacte de la situation de leur pays au regard d'indicateurs tout aussi essentiels qui prendraient en compte, par exemple, la santé, le système éducatif, la répartition du revenu, la confiance dans les institutions et la soutenabilité à long terme des orientations prises. Selon une belle formule des auteurs, « mesurer, c'est gouverner ». Si nous voulons mieux orienter notre action, il convient d'étendre le champ de ce qui est mesuré. Le livre a pour ambition de remettre la main sur les indicateurs de bien-être et de soutenabilité pour permettre la mise en œuvre d'actions de politiques économiques à buts élargis. Ces nouveaux indicateurs auront donc pour fonctions de nous fournir une carte des déséquilibres humains, sociaux, environnementaux du monde et de ses régions et de nous servir de ligne de conduite pour l'avenir. Les auteurs attendent beaucoup du débat démocratique sur ces questions, nous aussi.

Le Shadow Banking

Sous la direction
de Constantin Mellios
et Jean-Jacques Pluchart

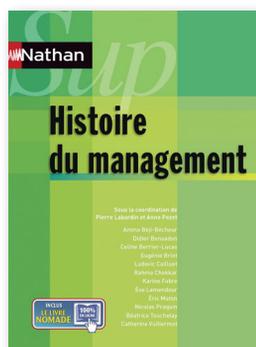
Eyrolles, 2015, 17 €

ISBN : 978-2-212-56267-5

Note de lecture
de Frédéric Larchevêque



Le cercle Turgot consacre son nouvel ouvrage au *shadow banking*. En plusieurs articles, sont couverts de nombreux aspects de ce phénomène en plein essor dont on connaît rarement la définition et l'importance relative exactes. Cet ouvrage permet donc de faire le point sur la nature de cette nébuleuse, sur les risques que ses acteurs font peser sur la stabilité financière et, enfin, sur les défis auxquels sont confrontés les régulateurs. Le *shadow banking* est officiellement défini comme un système d'intermédiation de crédits qui implique des institutions de financement qui ne sont pas des banques. C'est donc un système de financement parallèle aux banques qui comprend notamment les *hedged funds*, les véhicules de titrisation et les fonds de placements monétaires. Cette finance de « l'ombre » est devenue énorme : plus du PIB mondial et 50 % des actifs bancaires aujourd'hui, selon les dernières estimations. La différence entre ce mode de financement et le financement bancaire réside dans le fait que si la banque collecte des dépôts liquides et les transforme en prêts à plus long terme, le *shadow banking* fait la même chose, mais en passant par toute une chaîne d'intermédiation qui implique une multitude d'acteurs reliés par des crédits le plus souvent à court terme. Le *shadow banking* est donc protéiforme. Pourtant, les risques sont les mêmes que ceux des banques, à savoir un risque de liquidité, à la différence près que les banques sont protégées contre le phénomène de la course aux guichets par l'existence d'une assurance des dépôts et ont accès aux banques centrales qui peuvent agir en tant que prêteurs en dernier ressort. Par ailleurs, des réglementations nombreuses existent pour obliger les banques à conserver un « matelas de liquidités en permanence et respecter des ratios de solvabilité ». La difficulté avec le *shadow banking* vient du fait qu'il n'en va pas ainsi. Aucune des réglementations et des protections auxquelles sont assujetties les banques n'existe pour les acteurs du *shadow banking*. Les dangers sont donc bien réels et justifient une reprise en main. Certes, les mesures à prendre sont complexes, mais on ne peut se contenter de l'argument du lobby bancaire qui consiste à dire que c'est précisément l'excès de réglementations dont les banques sont l'objet qui a créé le « monstre ».



Histoire du management

Coordonné par Anne Pezet
et Pierre Labardin

Nathan, 2014, 480 p.,

coll. « Nathan sup », 39,90 €

ISBN : 978-2-09-163173-8

Note de lecture de Laurence Garnier

Si les sciences de gestion sont plus « jeunes » que d'autres, le management des entreprises a pour autant une histoire déjà riche, dont l'étude éclaire singulièrement les mécanismes et pratiques aujourd'hui à l'œuvre.

Structuré par siècle puis par développement des principales fonctions dans l'entreprise (organisation, vente, production, direction, financement, évaluation), l'ouvrage propose de nombreux documents historiques. La première partie porte un éclairage incontournable sur l'entreprise au XIX^e siècle, tandis que la seconde propose une analyse poussée du management de l'entreprise aux XX^e et XXI^e siècles. Il propose également douze études de cas pour s'entraîner à l'analyse de documents.